

**Rillieux-la-Pape**  
**Conseil Municipal du 1<sup>er</sup> février 2017**

**Débat d'orientations budgétaires**  
**Intervention de Jean-Christophe Darne**

Monsieur le Maire, Chers collègues,

La première partie du document que vous soumettez au débat est consacrée au contexte économique. Si je n'ai pas de remarques à formuler sur les données chiffrées que vous citez je crois pouvoir dire, avec beaucoup d'observateurs et de nos concitoyens, que jamais l'incertitude n'a été aussi grande pour notre pays, pour l'Europe, pour le monde. L'arrivée de Donald Trump et sa logique d'isolationnisme et de protectionnisme, la sortie de l'Union Européenne de la Grande Bretagne, les conflits au Moyen Orient et les craintes liées aux orientations d'Israël, les orientations de Vladimir Poutine, un terrorisme qui, s'il a moins de bases territoriales, n'en est pas moins présent ; tout cela fait que nous avons l'impression d'être moins que jamais maîtres de notre destin.

Cela, à mon avis, doit conduire à quatre orientations.

La première est **la prudence financière** : si la croissance française était fortement remise en cause, les finances de tous, et donc des communes, en pâtiraient ;

La seconde est de **prendre notre part de façon offensive** pour faire face à toute évolution. Pour cela il faut partager l'idée que notre avenir passe par les compétences, et donc par une école efficace. La première des priorités est celle-là, or, pour l'instant, dans notre commune comme dans le pays, nous piétons.

La troisième est qu'il est de plus en plus nécessaire **d'intégrer les politiques de développement durable dans toutes les décisions** : une économie solidaire, d'autres façons de produire et de consommer, une autre relation au pouvoir en sont les domaines principaux.

Enfin, pour éviter la dislocation sociale de notre pays et les violences, il ne s'agit pas de tout miser sur une approche répressive. Les réponses plus profondes, à plus long terme, sont celles des valeurs que véhiculent les associations car elles permettent de vivre ensemble, **c'est l'emploi, et c'est là encore, l'éducation et la prévention.**

Voilà ce qui, pour nous, doit marquer nos politiques municipales, communautaires, régionales et nationales. Nous souhaitons donc que le budget communal traduise ces orientations.

Le second point de votre document traite de la loi des finances de la France, et particulièrement des dotations versées par l'État aux collectivités. Il y a bientôt dix ans, depuis la crise de 2008, que le mouvement est donné : la volonté de maîtriser les dépenses publiques passe par des efforts demandés à tous, dont les collectivités. Et l'État, pour marquer cette volonté, réduit les dotations. Je ne crois pas que ce mouvement s'arrêtera car toutes les analyses, dont particulièrement celles de la Cour des Comptes, montrent la nécessité de poursuivre dans cette direction. En conséquence, qui que soit le prochain président de la République, il ne faut espérer aucune inflexion de ce côté-là. Pour notre commune nous pouvons seulement constater, et redire, que les conséquences des diminutions des concours de l'État ont été moins difficiles que pour d'autres ; car l'État, en même temps qu'il diminuait les enveloppes globales, a aidé les collectivités confrontées à des situations sociales qui demandent plus de présence des services publics. Cela s'est traduit par de fortes augmentations des dotations de solidarité, et cet effort devrait se poursuivre l'an prochain.

Vous consacrez la suite du rapport **aux données comptables concernant notre commune**.

Dans le paragraphe que vous consacrez aux taux d'impôt votre mauvaise foi est criante. Dire que vous avez maintenu les taux d'impôt alors que dans le même temps vous avez réduit les abattements à la base est une forme de mépris pour nos concitoyens : ils sont trop bêtes pour comprendre, semblez-vous penser. Mais tous ceux qui ont payé leurs impôts locaux récemment savent de quoi il retourne. **Ne croyez-vous pas que la franchise est la première condition de la démocratie ?**

Certaines des autres données sont présentées sous forme de graphiques qui sont édifiants et ne font que confirmer nos analyses des années précédentes : quoi qu'il en soit vous augmentez les dépenses à un rythme élevé, peu importe l'évolution des recettes ; bien sûr, en conséquence, l'autofinancement s'écroule. S'il s'agissait de conduite automobile on pourrait dire que vous conduisez sans regarder ni la jauge d'essence ni le confort des passagers, je crains qu'il ne faille avoir bientôt recours à la dépanneuse.

Pour terminer j'évoquerai la nécessité d'affiner certaines de vos présentations : par exemple vous indiquez une progression annuelle moyenne des dépenses de personnel de 2,5 %. C'est très supérieur à l'évolution globale du budget, et c'est en moyenne 5 fois plus que le taux d'inflation ;

cela ne vous empêche pas d'écrire « que le travail de rationalisation va se poursuivre », si la rationalisation c'est ça, les mots n'ont plus de sens !

Peut-être évoquez-vous la police municipale ? L'augmentation très forte du budget du personnel de ce service, la rationalisation, dites-vous, a produit des résultats ébouriffants. A combien chiffrez-vous le coût du turn-over qui bat des records ?

Autrement dit, sous un pourcentage global d'augmentation, les disparités sont très fortes entre les services. Nous aimerions avoir connaissance, service par service, des évolutions d'effectifs, depuis votre prise de fonction et aujourd'hui.

Mais nous ne sommes qu'au stade du débat des orientations, nous aurons bientôt l'occasion d'entrer plus dans le détail des choix que vous avez opérés.